

AU DESSUS DE LA CONFÉRENCE DES 21: L'ALLEMAGNE ACTRICE SECONDAIRE ET PASSIVE...

Les complications que nous avons soumises à nos camarades sur cette question font que si, en 1918, on a pu apporter un remède provisoire dans le cadre du régime capitaliste, en 1946, quelques constatations s'imposent immédiatement: en 1918, les pays vaincus, Allemagne, Autriche, Hongrie, Bulgarie et Turquie pouvaient permettre, séparément, une étude des conditions de paix, l'Italie se trouvant ainsi que le Japon dans le camp des alliés vainqueurs, l'U.R.S.S. exclue des négociations par le traité séparé de Brest-Litovsk et les U.S.A., participant aux conférences, se retirèrent de la politique européenne dès 1920. Le problème méditerranéen se trouvait simplifié, de même que le problème asiatique. L'influence slave dans les Balkans n'était pas menacée de l'emprise soviétique, les dirigeants russes ayant d'autres occupations nationales à liquider.

Un fait également à retenir: c'est que tous les belligérants procédaient du système démocratique, à gouvernement représentatif élu au suffrage universel. Les grands courants dictatoriaux n'ayant pas fait leur apparition en Europe, les influences idéologiques ne s'affrontaient pas; enfin, point très important: les dévastations résultant de la guerre n'avaient rien de comparable avec celles de la guerre actuelle; l'Allemagne avait subi très peu de dégâts et son potentiel de production pouvait être remis en activité assez rapidement; la France, quoique plus sérieusement touchée, n'était pas dans une situation aussi sclérosée qu'actuellement; elle se présentait d'ailleurs en puissance vainqueur, ayant subi les plus lourds sacrifices de la guerre, ce qui la plaçait à un rang avantageux du point de vue diplomatique dans les conférences préliminaires. L'Allemagne, occupée seulement sur la rive gauche du Rhin, jouissait malgré tout d'une certaine indépendance dans le reste du pays non occupé. Toutes ces positions, sont, aujourd'hui, renversées: l'Amérique étend son influence politique sur le continent européen, face à une Russie qui prétend également à cette hégémonie. Que ce soit la question danubienne, méditerranéenne, les Détroits, les réparations, l'occupation ou la forme de gouvernement que l'on permettra à l'Alle(magne)... *[portion de phrase, ou pire, oublié à la composition]* (s'af)frontent avec leurs désirs d'hégémonie, les autres nations n'étant que des clients attachés à l'un ou l'autre des deux colosses. Tous les moyens sont mis en œuvre, économiquement, scientifiquement, idéologiquement, nous assistons à une lutte acharnée et la conférence des 21 n'est que la transposition sur le plan mondial des antagonismes que nous avons constatés depuis longtemps.

Que nous offre-t-on? Le Fédéralisme? Non pas ce Fédéralisme libertaire qui serait l'effondrement de toutes les convoitises et de tous les intérêts de la politique de puissance! Non! On nous propose ce Fédéralisme autoritaire, au lieu d'un État, une douzaine d'États... On a vu ce que cela a donné avec le premier Reich et puis ce système fédératif n'est-il pas la forme même des États-Unis et de l'U.R.S.S.? Est-ce que cela nous donne plus de sécurité pour l'avenir alors que l'on sent l'orage venir de ces deux horizons? Croit-on que, dans un pays aussi divisé que l'Allemagne du point de vue économique, que les États fédérés ne reconstitueraient pas rapidement, pour la simple nécessité des échanges commerciaux et industriels, des rapports, des unions. Quant au contrôle économique, organisé par les puissances vainqueurs (alors qu'elles sont déjà fortement divisées entre elles), l'Allemagne est un tout dont on ne peut rien distraire; les amputations, démembrements créeront un courant revanchard qui drainera facilement la misère générale pour faire surgir un nouvel Hitler qui ne sera pas toujours combattu par l'ensemble des victimes du dernier conflit; il aura toute latitude de bénéficier des divergences entre les alliés pour établir son équilibre, pour des nationalistes, peu importe que le relèvement de la nation provienne d'un bloc occidental ou oriental? Le principal, c'est la prédominance de la nation et de l'idéologie nationaliste qui se transforme rapidement en chauvinisme... puis bellicisme; l'étude de l'évolution des nations nous prouve que le processus se poursuit infailliblement.

A l'issue de la guerre 1914-18, les diplomates anglais pouvait déclarer: «*Nous traînons le boulet de notre victoire*». Aujourd'hui, le boulet pèse de plus en plus lourd dans la marche des peuples vers l'avenir de progrès et de bien-être social, de sécurité et d'amour international.

Le boulet n'a pas été brisé, quel que soit le nom dont on l'affuble (militarisme, nationalisme, impérialisme), il reste le hideux boulet capitaliste qui rive les forçats prolétariens de tous les pays à leur chaîne sans fin. C'est à cette chaîne qu'il faudrait s'attaquer par des moyens autres que ceux utilisés... Comment voulez-vous que 21 délégués puissent assurer le bien-être d'un milliard et demi d'humains? Le problème allemand fait partie de la chaîne; c'est pourquoi il ne sera pas liquidé dans un sens favorable à l'ensemble des peuples, mais dans le sens favorable aux intérêts qui seront les plus puissants; ce n'est donc pas un problème de paix, mais un véritable problème de guerre; seuls, les peuples libres de toute attache peuvent édifier une paix durable. C'est pourquoi, parallèlement à notre action libertaire, nous devons l'étendre aux peuples vaincus; plus ils marcheront vers la liberté et l'Internationalisme, plus la paix se consolidera, et, pour nous, dans cette marche à la liberté, ni le peuple allemand, ni le peuple russe, ni le peuple américain ne sont exclus... Au contraire, c'est avec eux et eux seulement que nous entendons régler le problème allemand comme tous les autres problèmes, car, ne l'oublions pas: «*Là où le peuple est absent, il perd ses droits*».
